

Demander « l'Indépendance réelle » : une revendication nationaliste ?

Il est une revendication qui fleurit dans les années 60-70, en Afrique et en Amérique latine : c'est celle de « Deuxième indépendance ». Les indépendances ne seraient que « nominales », les décolonisations n'auraient pas été achevées, ou auraient été fictives, les anciennes puissances coloniales restant toujours présentes dans les structures de pouvoirs complices et très théoriquement autonomes, de même évidemment que dans les circuits économiques. Réclamer une deuxième indépendance ou encore une indépendance « réelle » participait d'un projet militant anti-colonial mais aussi de l'idéologie planétaire qu'était alors l'anti-impérialisme tiers-mondiste. La dimension nationaliste n'en était pas moins très fortement présente.

Celles et ceux qui brandissent ce mot d'ordre, que l'on trouve présent dans nombre de mouvements sociaux où la jeunesse s'est impliquée le font selon des modalités diverses. Nous nous intéresserons dans cette communication à quelques uns des aspects selon lesquels cette revendication a été déclinée sur le continent africain, en particulier au Congo-Brazzaville, au Sénégal et à Madagascar. Ces trois pays ont été le théâtre de révoltes/révolutions qui ont dans deux des cas cités (Congo et Madagascar) renversé les pouvoirs en place.

Il y a d'abord la volonté omni-présente d'africanisation (sénégalisation, congolisation, malgachisation etc). Cela concerne notamment les cadres, du public comme du privé, qui sont encore au début des années 60s très généralement européens. Ce désir d'africanisation est porteur d'un double enjeu : économique face à l'émergence d'un chômage des diplômés ; et nationaliste avec le désir d'en finir avec une forme d'apartheid dans son propre pays.

On voit également émerger et s'affirmer le problème de la langue. Dans les accords de coopération signés avec l'ancienne métropole au moment des indépendances, le français est encore explicitement désigné comme l'outil d'accès nécessaire à la civilisation et à la modernité (par exemple : « la langue française et l'enseignement d'inspiration française sont pour le peuple malgache l'instrument historique de sa promotion moderne et de son développement culturel »). Tout au long des années 60, la revendication linguistique fait son chemin jusqu'à devenir central dans la révolution malgache de 1972. Un peuple se réapproprie alors sa langue, - et partant, sa culture- dans les discours, les tracts, les affiches et banderoles, les chansons et poèmes. La malgachisation de l'enseignement sera une des conséquences de cette révolution. Les accords de coopération avec la France sont très explicitement visés.

Toujours en matière d'enseignement, la révolution congolaise a choisi quant à elle la nationalisation. L'enseignement qui était largement aux mains des missions est désormais « congolisé », et l'Etat devient le maître d'œuvre des programmes et discours qui y sont tenus.

C'est au Congo aussi qu'apparaît une forme de nationalisme très radical. La jeunesse tout au long de la révolution s'organise en milices armées (généralement entraînées par les Chinois ou les Cubains), dont le rôle est de protéger la révolution, contre les complots intérieurs ou extérieurs, réels ou imaginaires, où l'on voit la plupart du temps la main de l'étranger. C'est le mythe devenu réalité de la nation en armes, c'est le mythe de l'an II réinterprété aux temps de la décolonisation. Les syndicalistes croyants par exemple, initiateurs de la révolution, sont, dans une seconde phase, accusés d'acointance avec l'étranger, parce qu'ils reçoivent des subsides de l'Internationale

syndicale chrétienne, dont le siège est à Bruxelles, ou parce qu'ils auraient communiqué avec Jacques Foccart.

Cela ne signifie pas pour autant que les sentiments anti-français soient unanimes. Certains font encore la distinction entre bons et mauvais Français et gardent intacte l'admiration pour la Révolution française et ses valeurs alors que d'autres trouvent dans le marxisme un substitut aux idéologies des droits de l'homme, abîmées par la contradiction coloniale. A Madagascar par exemple tout un travail est fait par le groupe *Ny Andry* pour malgachiser les principaux concepts marxistes. Au Congo, ce sont de véritables cours d'enseignement marxiste qui sont mis en place.

On s'intéressera aussi aux alliances complexes de ce temps de guerre froide. Il y a au Congo une solidarité proclamée avec les pays frères du camp socialiste, solidarité tout-à-fait active puisque le pays sert de base arrière à bien des mouvements de libération nationale soutenus par l'Est et qu'il est largement aidé sur le plan militaire et économique par la Chine, l'URSS ou Cuba. Mais joue-t-on vraiment l'Est contre l'Ouest ? Cela n'est pas toujours aussi net. La présence cubaine en agace certains et l'aide de la France en matière d'enseignement n'est pas dédaignée.

C'est tous ces aspects que nous souhaitons évoquer. On essaiera d'esquisser le portrait d'un nationalisme anti-impérial complexe, bien souvent contradictoire, tiraillé entre le désir d'indépendance totale et la *real politik*, entre l'attrait de l'Est et les affinités culturelles avec l'Ouest. Ce fut le nationalisme d'un tiers-monde en voie d'émancipation mais toujours confronté aux démons de son passé colonial. On essaiera aussi de comprendre la contradiction d'un nationalisme qui se réclame bien souvent de l'internationalisme et/ou du panafricanisme, ou peut-être plus encore de celle d'un internationalisme par bien des aspects nationalistes.

Françoise Blum

Centre d'histoire sociale du XXe siècle